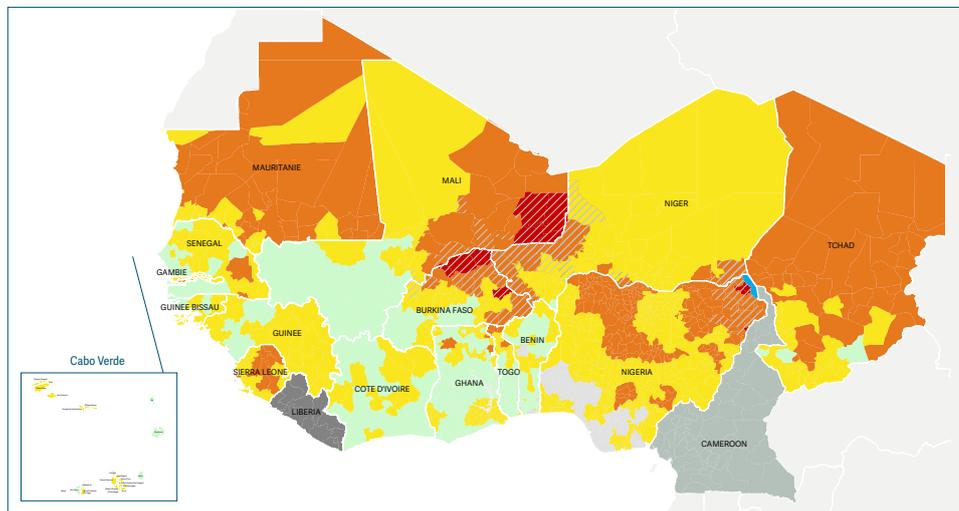


Rapport régional 2024 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest | En bref

Bénin | Burkina Faso | Cabo Verde | Gambie | Ghana | Guinée | Guinée-Bissau | Libéria | Mali | Mauritanie | Niger | Nigéria | Sénégal | Sierra Leone | Tchad | Togo



La situation projetée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, juin à août 2024



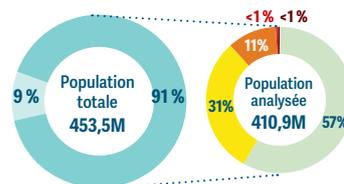
Résultat d'un partenariat entre le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN), ce rapport fournit des informations fiables et actualisées nécessaires pour répondre aux défis croissants de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

La situation alimentaire et nutritionnelle est préoccupante pendant la période de soudure de 2024. Même s'il y a un nombre significativement inférieur des personnes dans les phases les plus sévères dans plusieurs pays, en termes de nombre et de pourcentage de personnes en Phases CH 3 à 5, les niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont projetés comme étant les plus élevés enregistrés dans l'histoire du CH. Ces circonstances sont provoquées par l'interaction entre le conflit et l'insécurité civile, les chocs économiques, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pauvreté sous-jacente et d'autres facteurs de vulnérabilité.

49,5M de personnes soit 12% de la population analysée dans 16 pays en Phases CH 3 à 5.



126,6M de personnes soit 31% de la population analysée en Phase CH 2.



Les données CH pour la période de juin à août 2024 n'étaient pas disponibles pour le Libéria car ce pays n'a pas conduit d'analyse CH. Cependant pour le Cabo Verde et la Gambie les projections de novembre 2023 ont été utilisées. Pour le Niger une mise à jour de la projection a été faite en mars 2024.



L'insécurité alimentaire aiguë



Le Cadre Harmonisé de mars 2024 montre une augmentation des populations faisant face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, même pendant la période post-récolte.

Environ 35,3 millions de personnes, soit 9 pour cent de la population analysée, dans 13 pays ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans la période de mars-mai 2024. En absence des mesures appropriées, ce chiffre pourrait atteindre environ 49,5 millions de personnes, soit 12 pour cent de la population analysée, dans 16 pays pendant la période de soudure entre juin et août 2024. La hausse de ce chiffre est attribuable d'une part à une augmentation de la population analysée et à la saisonnalité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pour la période juin – août 2024, près de 2 600 personnes seraient en catastrophe (Phase CH 5) dans la région de Ménaka au Mali. Globalement, le nombre de personnes en Phase CH 5 a considérablement diminué depuis 2023, lorsque 42 700 personnes se trouvaient dans cette phase au Burkina Faso. Aucune population n'était projetée dans cette phase au Burkina Faso en 2024 grâce à une sécurité civile améliorée permettant un accès humanitaire. Le nombre total de personnes en urgence (Phase CH 4) devrait également diminuer, passant de 2,7 millions en 2023 à 2,3 millions en 2024 dans dix pays. Environ 126,6 millions de personnes, soit 31 pour cent de la population dans les 16 pays analysés, seraient en phase sous pression (Phase CH 2) pendant la période de soudure 2024.

L'insécurité alimentaire aiguë est rarement provoquée par un seul choc ou vulnérabilité, mais plutôt par l'interaction entre eux. Les principaux facteurs contributifs sont:



Le conflit et l'insécurité concentrés dans le Bassin du Lac Tchad, le nord-ouest et le nord-centre du Nigeria et la zone des trois frontières du Sahel central, qui se répandent vers le nord des pays côtiers. Ces conditions ont provoqué des déplacements internes et transfrontaliers massifs, perturbé les pratiques agricoles et pastorales, ainsi que le fonctionnement des marchés et du commerce, et rendent également très difficile la distribution de l'aide humanitaire.



Les chocs économiques caractérisés par des perturbations des marchés, une inflation élevée et une activité économique affaiblie, résultant de la fermeture des frontières entre certains pays, de la dépréciation de certaines monnaies nationales et de la hausse des prix du carburant et des intrants agricoles. Ces chocs ont touché notamment les pays côtiers du Golfe de Guinée, mais aussi les pays affectés par les conflits. Le faible pouvoir d'achat des ménages pauvres à accéder aux denrées alimentaires constitue le principal frein à l'accès à une alimentation acceptable.



Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que des pluies erratiques, des inondations et des déficits de précipitations ont affecté certaines zones, notamment au Niger, au Nigeria et au Tchad, avec un impact sur les cultures et les ressources pastorales.

La disponibilité alimentaire au début de 2024



La production céréalière 2023–2024 dans la région a enregistré une légère baisse par rapport à l'année précédente et une augmentation de 4 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Cette baisse de production par rapport à l'année précédente est principalement attribuable aux défis climatiques ainsi qu'aux inondations, qui ont notamment affecté la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Pendant le premier trimestre de 2024, l'approvisionnement des marchés était jugé globalement satisfaisant pour les produits agricoles – même si les prix des denrées alimentaires restent élevés – sauf dans les zones affectées par l'insécurité civile et celles qui ont connu de fortes baisses de production (au Niger, au Nigeria et au Tchad). En perspective, une baisse saisonnière de l'offre des produits alimentaires locaux est attendue au cours des prochains mois, tandis que la demande restera forte en raison de la période de soudure.

Une saison globalement favorable est attendue dans les zones Soudaniennes, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest selon les forums météorologiques régionaux, avec de bonnes perspectives pour la saison agro-sylvo-pastorale 2024–2025. Cependant, des précipitations et des débits fluviaux supérieurs à la moyenne sont prévus dans les principaux bassins fluviaux du Sahel, entraînant des risques importants d'inondations et de maladies dans les zones touchées.



La combinaison des variations saisonnières des précipitations, l'insécurité civile et les politiques restrictives menacent les moyens de subsistance des ménages pastoraux et perturbent la transhumance, qui jouent un rôle vital dans la stabilité économique et environnementale de la région, ainsi que dans sa sécurité alimentaire et nutritionnelle. La faible disponibilité et l'accès difficile aux ressources essentielles telles que l'eau et les pâturages contribuent à la détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région pour les ménages pastoraux, et menacent la stabilité régionale.

Déplacement de force



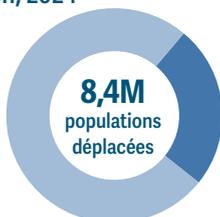
Au premier trimestre 2024, environ 8,4 millions de personnes ont été déplacées de force, dont 6,5 millions de personnes déplacées internes et 1,9 million de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Le nombre d'enfants déplacés en raison de la violence au Sahel central, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger, a considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, passant d'environ 320 000 en 2019 à environ 1,8 million en 2024, représentant plus de la moitié des 3,2 millions de personnes déplacées de force dans ces trois pays.

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste précaire dans les camps de réfugiés ainsi qu'au sein des populations hôtes au Tchad qui abrite la plupart des réfugiés de la région. Environ 34 pour cent de la population réfugiée analysée devraient faire face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë entre juin et août 2024.

Nombre de PDI, réfugiés et demandeurs d'asile dans la région, 2024


6,5M
PDI dans
7 pays




1,9M
réfugiés et
demandeurs
d'asile dans
13 pays

Source: HCR, OIM, 2024.

Une situation de malnutrition infantile extrêmement préoccupante



Environ 12,6 millions d'enfants de moins de 5 ans dans 14 pays souffraient de malnutrition aiguë en 2023, dont 3,2 millions étaient affectés par la forme la plus sévère.

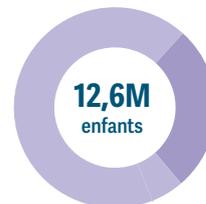
Cela représente un tiers du nombre total d'enfants souffrant de malnutrition aiguë dans 32 des pays dont les données nutritionnelles sont incluses dans le GRFC 2024. En outre, près de 1,5 million de femmes enceintes et allaitantes étaient également en situation de malnutrition aiguë dans six pays à la fin de l'année 2023.

La situation nutritionnelle est particulièrement précaire dans les zones de conflit au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigeria et au Tchad où la plupart des zones analysées étaient classifiées en Critique (Phase 4 de l'IPC AMN) ou Sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN). La détérioration alimentaire, due aux conflits ainsi qu'aux difficultés économiques des ménages, risque de s'aggraver cette année. Selon une analyse du CILSS et du PAM, début 2024, un régime alimentaire sain coûtait jusqu'à six fois plus cher qu'un régime énergétique, contre trois fois plus en 2023, constituant le principal facteur limitant l'accès à une alimentation nutritive.

D'autres facteurs de causalité de la malnutrition sont les pratiques d'alimentation maternelle et infantile inadéquates avec des niveaux extrêmement critiques d'enfants recevant un Régime Alimentaire Minimale Acceptable, notamment en Guinée, au Mali, au Niger, dans les états du nord-est du Nigeria et à la Sierra Leone. Les services inadéquats, notamment de santé, d'eau, d'hygiène et d'assainissement causent une prévalence élevée des maladies infectieuses.

Nombre d'enfants de moins de 5 ans affligés de malnutrition aiguë dans 14 pays, 2023


9,4M
enfants avec
malnutrition
aiguë modérée




3,2M
enfants avec
malnutrition
aiguë sévère

Sources: IPC AMN ; PAM / UNICEF.



1,5M de femmes enceintes ou allaitantes souffraient de malnutrition aiguë dans six pays en 2023

Domaines d'interventions en 2024

Dans dix pays de la région environ 772,5 milliards de CFA francs sont prévus pour assister plus de 25 millions de personnes vulnérables dans quatre domaines d'interventions identifiés à l'issue des analyses du CH :

1. L'assistance alimentaire qui vise à améliorer l'accès aux aliments.
2. Les actions de prise en charge des femmes et des enfants malnutris qui visent de renforcer leur état nutritionnel.
3. Les interventions en appui aux moyens d'existence des personnes déjà affectées ou à risque de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
4. La gestion et la coordination des actions humanitaires.